

# Document

## Laurence Parisot: les salaires au travail, les dividendes au capital (23.02)

### **AFP – 22.02.**

La présidente du Medef, Laurence Parisot, a affirmé dimanche qu'il fallait avoir "les idées claires" dans le débat autour du partage du profit : "le travail est rémunéré par les salaires et le capital par les dividendes".

Invitée du "Grand Rendez-Vous Europe 1/Le Parisien/Aujourd'hui en France", elle a indiqué que l'un "des nombreux accrochages" lors du sommet social du 18 février était intervenu entre Bernard Thibault (CGT) et elle quand le leader syndical avait proposé "un gel des dividendes".

"Il y a eu de nombreux accrochages, entre le président de la République et Bernard Thibault et Maryse Dumas (autre responsable CGT, ndlr) entre le président et François Chérèque (CFDT) sur les 35 heures, entre Bernard Thibault et moi sur la question du partage des profits", a-t-elle indiqué.

"Comment l'économie peut-elle fonctionner si on ne rémunère pas les actionnaires ?" a-t-elle lancé. "Il faut avoir les idées claires : le travail est rémunéré par les salaires et le capital par les dividendes".

La présidente du Medef s'est interrogée de nouveau sur le financement du fonds d'investissement social annoncé par Nicolas Sarkozy, et qui pourrait aller jusqu'à 3 milliards d'euros, dont la moitié financé par l'Etat. "L'autre 1,5 milliard et demi, il viendra d'où ?", a-t-elle demandé.

S'il s'agit des fonds de la formation professionnelle, "bien faire fonctionner les 900 millions d'euros" prévu par l'accord conclu en janvier avec les syndicats "est très suffisant" pour gérer des actions de formation et de reconversion des salariés d'un secteur à l'autre, a-t-elle estimé.

Par ailleurs, la dirigeante patronale a assuré vouloir "non faciliter mais sécuriser les licenciements économiques", car "les procédures actuelles sont trop incertaines". "Nous voulons en discuter avec les syndicats. Si c'est possible de faire une négociation sur le sujet, très bien, si ce n'est pas possible tant pis", a-t-elle dit.

Plus globalement, Mme Parisot a répété souhaiter "une vaste délibération sociale sur ce qui sur le marché du travail pourrait faciliter les mutations économiques en cours", sur les licenciements économiques, les congés de mobilité ou "comment revitaliser un bassin d'emploi".

**Commentaire.** Quand elle dit que " le travail est rémunéré par les salaires et le capital par les dividendes" on pourrait croire les dividendes tombés du ciel, ce ne serait la force de travail extorquée aux travailleurs, le capital non plus évidemment.

Le salaire correspondrait à la totalité de la force de travail dépensée par un travailleur, le surtravail non rémunéré qui constitue la plus-value qui tombe dans l'escarcelle du capitaliste, le temps de travail qu'il a fourni et que le patron lui a volé serait en quelque sorte une valeur abstraite, dématérialisée, pour finalement échapper totalement au regard et au contrôle de l'ouvrier, pour que le patron puisse en jouir à sa guise sans qu'on lui pose la moindre question. La dictature du capital se cache derrière cette tautologie.

Le travail et le capital d'une part, les salaires et les dividendes d'autre part, ne seraient pas une seule et même chose. Elle n'a rien trouvé d'autre pour justifier l'existence du capitalisme, à un pôle la paupérisation croissante du prolétariat, à l'autre pôle l'enrichissement sans limite des capitalistes.

Ce tour de passe-passe est bien utile pour justifier le niveau misérable des salaires et l'augmentation de l'exploitation, de la productivité, donc du temps de travail, elle correspond à la formule « travailler plus pour gagner plus », car si la totalité de la force de travail que vous avez dépensée est contenue dans votre salaire, pour accroître ce dernier vous savez ce qu'il vous reste à faire : bosser davantage !

Quant à la part qu'empoche votre patron et les actionnaires : pas touche, d'ailleurs cela ne vous regarde pas, c'est l'affaire du capital ! Mais le capital n'est-il pas de la force de travail cristallisé, accumulé ? Sornette, le capital est d'origine divine ! Que voulez-vous qu'ils invoquent pour légitimer la sacro-sainte propriété privée des moyens de production ?